

L'APDHA exprime sa solidarité avec le peuple libyen et demande que l'aide parvienne aux populations touchées

- **L'aide humanitaire offerte par de nombreux gouvernements est particulièrement compliquée à canaliser face à l'absence d'une administration digne de ce nom.**
- **Il est impossible de comprendre l'impact de la tragédie que vit la Libye sans cette intervention de l'OTAN et ses conséquences.**

Andalousie, 18 septembre. L'APDHA ne peut qu'exprimer sa profonde horreur et sa solidarité envers les milliers de victimes des inondations survenues en Libye. Il est difficile d'imaginer un scénario plus cauchemardesque que celui que l'on peut voir dans les images diffusées par les médias. Encore pire : la douleur et la rage d'un peuple abandonné à son propre sort depuis plus d'une décennie.

Il est vrai qu'en 2011, de nombreuses catégories de la population rejetaient déjà un régime, celui de Kadhafi, qui ne respectait ni les droits de l'Homme, ni ne permettait l'exercice des libertés les plus essentielles pour sa population. Ces différentes catégories se sont mobilisées lors des « printemps arabes », à l'image d'autres pays limitrophes comme la Tunisie, l'Égypte et bien d'autres.

L'intervention de l'OTAN a mis fin au régime de Kadhafi, mais également à la dynamique de lutte pour la liberté. Le résultat de cette intervention fut un pays divisé et de plus en plus brisé, avec au moins deux gouvernements en opposition, auxquels s'ajoute une guerre intermittente. Les interventions servent à cela, briser un pays et le plonger dans le chaos.

Depuis 2014, en Libye, il existe deux gouvernements rivaux. D'une part, le Gouvernement d'Unité Nationale (GNU), gouvernement provisoire reconnu à l'international et basé à Tripoli (à l'Ouest). D'autre part, l'administration de Tobrouk (à l'Est), qui se nomme Chambre des Représentants et ne reconnaît pas le gouvernement de Tripoli.

C'est avec un tel pays que l'UE et plus particulièrement l'Italie négocient et injectent des millions d'euros pour contrôler la migration. Comme on pouvait s'en douter, ils n'étaient pas en condition de contrôler quoi que ce soit, mais en condition de commettre de choquantes violations des droits de l'Homme, grâce à leurs patrouilleurs ou aux camps d'extermination mis en place afin d'enfermer les personnes subsahariennes dont la souffrance aux mains de ces non-gouvernements est indescriptible.

Il est impossible de comprendre l'impact de cette tragédie que vit la Libye sans cette intervention de l'OTAN et ses conséquences.

L'ouragan Daniel a provoqué de grandes inondations face auxquelles il n'y avait aucune préparation. Les barrages du fleuve Derna n'avaient pas de maintenance et ont explosé face au

débit d'eau reçu, balayant la ville de Derna, qui, abandonnée depuis des décennies n'avait même pas d'hôpitaux. Ces non-gouvernements n'ont pas su agir et lorsqu'ils l'ont fait, c'est en donnant des instructions contraires à chaque gouvernement. Ainsi, l'aide humanitaire offerte par de nombreux gouvernements est particulièrement compliquée à canaliser face à l'absence d'une administration digne de ce nom.

Encore une fois, comme au Maroc, c'est la population qui a dû se protéger elle-même et tenter de survivre.

Au final, face à ce drame, l'APDHA appelle à une réflexion, à un rappel et à l'enseignement que le résultat des interventions militaires est toujours catastrophique (rappelez-vous de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie ou plus récent, de l'Ukraine).

L'APDHA demande également que tous les efforts soient faits de la part de l'UE et de l'Espagne pour que les aides puissent parvenir à la population touchée, établissant les mécanismes nécessaires.

Enfin, l'APDHA exige également qu'un mécanisme de secours spécial soit mis en place pour les milliers de personnes subsahariennes en Libye, dont la situation devient insupportable.